

## **Secrétariat du Grand Conseil      R Numéro d'objet**

*Proposition présentée par les député-e-s :  
Jean Burgermeister, Caroline Marti, Jean  
Rossiaud, ...*

*Date de dépôt : Date de dépôt*

### **Proposition de résolution Soutenons les droits démocratiques du peuple kurde**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- La répression violente dont sont victimes les kurdes en Turquie ;
- Les nombreuses incarcérations dont sont victimes les opposant-e-s politiques au gouvernement turc, notamment les militant-e-s kurdes et les membres du HDP ;
- Les nombreuses violations des droits humains et démocratiques par l'Etat turc ;
- Les conditions de détention des prisonnier-ère-s politiques kurdes ;
- La grève de la faim menée par des milliers de personnes qui ne peut pas rester sans réponse.
- La responsabilité de Genève, comme capitale des droits humains et siège de l'ONU ;
- 

invite le Conseil d'Etat

- A prendre position en faveur des droits démocratiques des kurdes ;
- A œuvrer par tous les moyens diplomatiques à sa disposition pour la libération des prisonniers politiques en Turquie ;
- A condamner les dérives autoritaires de Recep Tayyip Erdogan ;

- 
- A soutenir la communauté kurde et les forces démocratiques à Genève dans sa mobilisation, notamment en délivrant les autorisations de rassemblement ;
  - A interpeller le Conseil fédéral afin qu'il prenne position en faveur des droits démocratiques conformément à l'art. 54 al. 2 de la constitution qui précise que la Suisse s'engage « à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie, la coexistence pacifique des peuples »

## ***EXPOSÉ DES MOTIFS***

Mesdames et  
Messieurs les député-e-s,

Au Kurdistan, en Turquie et dans plusieurs pays européens, des milliers de kurdes ont entamé une grève de la faim pour exiger la libération des prisonnière-s politiques en Turquie et un véritable processus de paix de la part du gouvernement turc.

A Genève, une personne est en grève de la faim depuis le 20 février. Avant cela, Leyla Güven, députée HDP incarcérée en Turquie, avait fait de même. En grève de la faim depuis le 7 novembre, elle a été relâchée en janvier. Le 16 décembre, 331 prisonniers politiques kurdes ont également débuté une grève de la faim. Ils ont été rejoints par près de 7000 prisonnier-ère-s, kurdes ou non, le 1<sup>er</sup> mars. Entre-temps, d'autres ont entrepris des mesures similaires en Irak, Ecosse, Pays-Bas, Autriche ou encore Belgique.

L'ampleur du mouvement et la durée de ces grèves de la faim témoignent de la situation dramatique du peuple kurde, qui subit une répression féroce en Turquie (sans parler de l'Irak, de l'Iran ou de la Syrie) et est victime d'une agression militaire dans province d'Afrin. Le régime d'Erdogan poursuit sa dérive autoritaire. La censure, l'incarcération des opposant-e-s et les agressions militaires sont devenues monnaie courante au Kurdistan. Plus largement, c'est tous ceux qui s'opposent à la politique de l'AKP qui sont victimes de la répression, notamment les membres du HDP, dont le co-président Selahattin Demirtas est actuellement en prison.

Figure emblématique de la liberté du peuple kurde, d'Abdullah Öcalan subit un traitement particulièrement dur. Condamné à la prison à vie, incarcéré depuis vingt ans, il est maintenu dans un isolement quasi-total, sans contact avec le monde extérieur hormis quelques visites de son frère. Ce traitement ne repose que sur un acharnement politique de la part du gouvernement turc.

Devant ces agressions systématiques, le bafouement des droits humains et démocratiques élémentaires, la communauté internationale ne peut pas rester muette. Il est urgent de prendre clairement position en faveur du droit des kurdes à l'autodétermination et la libération des prisonniers politiques. De par son engagement historique en faveur des droits humains, le Canton de Genève a le devoir de se positionner. Jusqu'ici, il a au contraire choisi le silence complice, refusant même le droit à se rassembler sur la Place des Nations à la communauté kurde. Le Conseil d'Etat doit également interpellier le Conseil fédéral sur ce sujet afin de le pousser à prendre position. Les récentes élections

---

municipales en Turquie ont montré un véritable affaiblissement du gouvernement. Il est maintenant urgent d'agir pour soutenir les forces démocratiques.

Pour ces diverses raisons, nous vous prions, Mesdames et Messieurs les député-e-s, de réserver un bon accueil à cette résolution.